



ONTARIO

Cour supérieure de justice - Cour de la famille
(Nom du tribunal)dossier du greffe
ON

situé(e) au

245 Windsor Avenue, Windsor, Ontario

Adresse du greffe

Formule 10 : Défense**Requérant(e)(s)**

Nom et prénom officiels : **Alameda, Antony**

Adresse : **Windsor, Ontario**

Téléphone et télécopieur :

Adresse électronique : **antony.alameda@courriel.com**

Avocat(e) du/de la/des requérant(e)s

Nom : **Esq. Charles Lacombe**

Adresse : **Windsor, Ontario**

Téléphone et télécopieur :

Adresse électronique : **consultation@lacombedroit.ca**

Intimé(e)(s)

Nom et prénom officiels : **Thérèse Kangourou-Alameda**

Adresse : **Windsor, Ontario**

Téléphone et télécopieur :

Adresse électronique : **Therese.Kangourou@courriel.com**

Avocat(e) de l'intimé(e)/des intimé(e)s

Nom : **Me. George Hibou**

Adresse : **Windsor, Ontario**

Téléphone et télécopieur :

Adresse électronique : **ghibou@hibounuitavocats.com**

Nom et adresse de la personne qui représente l'avocat(e) des enfants aux fins de signification (numéro et rue, municipalité, code postal, numéros de téléphone et de télécopieur et adresse électronique (le cas échéant)) et nom de la personne représentée.

Esq. Charles Lacombe **Windsor, Ontario**

INSTRUCTIONS : État financier**REMPISSEZ UN ÉTAT FINANCIER (formule 13) SI, selon le cas :**

- vous présentez une demande d'aliments pour le conjoint ou vous y répondez;
- vous répondez à une demande d'aliments pour les enfants;
- vous présentez une demande d'aliments pour les enfants d'un montant qui diffère de celui qui est précisé dans les tables des Lignes directrices sur les aliments pour les enfants.

Vous devez remplir toutes les sections de la formule **SAUF SI** vous répondez **UNIQUEMENT** à une demande d'aliments pour les enfants dont le montant est précisé dans les tables des Lignes directrices sur les aliments pour les enfants **ET** que vous êtes d'accord avec la demande. Dans ce cas, ne remplissez que les sections 1, 2 et 3.

REMPISSEZ UN ÉTAT FINANCIER (formule 13.1) SI, selon le cas :

- vous présentez une demande portant sur des biens ou une demande portant sur la possession exclusive du foyer conjugal et de son contenu, ou vous y répondez;
- vous présentez une demande portant sur des biens ou une demande portant sur la possession exclusive du foyer conjugal et de son contenu, assortie d'autres demandes de redressement, ou vous y répondez.

AU/À LA/AUX REQUÉRANT(E)(S) :

Si vous présentez une demande contre une personne qui n'est pas le/la requérant(e), indiquez les nom et adresse de la personne ici.

ET À : (nom et prénom officiels)**, Intimé(e) Joint(e),****domicilié(e) au :** (adresse de la partie jointe)

Je m'appelle (nom et prénom officiels)

1. Je suis d'accord avec les demandes suivantes du/de la requérant(e) : (Reportez-vous aux numéros figurant vis-à-vis des cases à la page 4 de la formule de requête.)

2. Je ne suis pas d'accord avec les demandes suivantes du/de la requérant(e) : *(Reportez-vous aux numéros figurant vis-à-vis des cases à la page 4 de la formule de requête.)*
3. ☐ Je demande que la demande du/de la requérant(e) (sauf les parties avec lesquelles je suis d'accord) soit rejetée avec les dépens.
4. ☐ Je présente ma propre demande.
(Joignez la page 3, intitulée «Demande de l'intimé(e)», s'il y a lieu.)
5. ☐ Les ANTÉCÉDENTS FAMILIAUX, tels qu'ils sont énoncés dans la requête, ☐ sont exacts.
☐ sont inexactes.
(S'ils sont inexactes, joignez votre propre page d'ANTÉCÉDENTS FAMILIAUX et soulignez les parties qui diffèrent de la version du/de le requérant(e).)
6. Les faits importants qui constituent le fondement juridique de la position que j'avance au numéro 2 sont les suivants :
(Sous forme de paragraphes numérotés, énoncez les faits en question. Joignez des pages supplémentaires au besoin et numérotez-les.)

1.

ATTESTATION DE L'INTIMÉ(E)

(Si vous êtes représenté(e), votre avocat(e) doit remplir l'attestation de l'avocat ci-dessous.)

Les articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* et l'article 33.1 de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* prévoient que vous et l'autre partie devez :

- exercer votre responsabilité décisionnelle, votre droit au temps parental ou votre droit de contact à l'égard d'un enfant d'une manière compatible avec l'intérêt véritable de l'enfant;
- faire de votre mieux pour protéger l'enfant des conflits découlant de la présente affaire;
- tenter de régler vos questions de droit de la famille en ayant recours à des options de règlement extrajudiciaire des différends, dans la mesure où il convient de le faire (*pour de plus amples renseignements sur les options de règlement des différends qui s'offrent à vous, notamment la médiation reliée aux tribunaux, vous pouvez consulter le Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide. ou www.stepsjustice.ca*);
- fournir des renseignements complets, exacts et à jour dans la présente affaire;
- vous conformer à toute ordonnance rendue dans l

J'atteste que je connais les obligations susmentionnées
portant réforme du droit de l'enfance,

et de la *Loi*

le 10 avril 2024

Date de la signature

ATTESTATION DE L'AVOCAT

Je m'appelle : **Me. George Hibou**

et je suis l'avocat(e) de l'intimé(e) dans la présente cause. J'atteste que je me suis conformé(e) aux exigences de l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* et de l'article 33.2 de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* en ce qui concerne la réconciliation et l'obligation de discuter et d'informer.

le 11 avril 2025

Date



Signature de l'avocat(e)

DEMANDE DE L'INTIMÉ(E)

R remplissez une page distincte pour chaque personne contre laquelle vous présentez vos demandes.

7. LA PRÉSENTE DEMANDE EST PRÉSENTÉE CONTRE

☐ LE/LA REQUÉRANT(E)

☐ UNE PARTIE JOINTE, soit (nom et prénom officiels) _____

(Si votre demande est présentée contre une partie jointe, assurez-vous que son nom figure à la page 1 de la présente formule.)

8. JE DEMANDE AU TRIBUNAL CE QUI SUIT :

(Les demandes ci-dessous comprennent les demandes d'ordonnance temporaire.)

Demandes visées par la <i>Loi sur le divorce</i> (Cochez les cases de la présente colonne uniquement si vous demandez un divorce et que votre cause est devant la Cour supérieure de justice ou la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.)	Demandes portant sur des biens (Cochez les cases de la présente colonne uniquement si votre cause est devant la Cour supérieure de justice ou la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.)	Demandes portant sur la protection d'un ou de plusieurs enfants
00 ☒ un divorce 01 ☐ des aliments pour moi-même 02 ☐ des aliments pour un ou plusieurs enfants (somme figurant dans la table) 03 ☐ des aliments pour un ou plusieurs enfants (somme autre que celle figurant dans la table) 04 ☐ le temps parental avec l'enfant ou les enfants 05 ☐ des contacts avec l'enfant ou les enfants (l'autorisation du tribunal est nécessaire)	22 ☒ l'égalisation des biens familiaux nets 23 ☐ la possession exclusive du foyer conjugal 24 ☐ la possession exclusive du contenu du foyer conjugal 25 ☐ le gel des avoirs 26 ☐ la vente de biens familiaux	40 ☐ le droit de visite 41 ☐ une ordonnance de protection moindre 42 ☐ leur retour à mes soins 43 ☐ leur placement sous les soins de (nom) 44 ☐ leur placement temporaire sous les soins et la garde d'une société pendant mois 45 ☐ leur surveillance par la société pendant mois
Demandes visées par la <i>Loi sur le droit de la famille</i> ou la <i>Loi portant réforme du droit de l'enfance</i>	Autres demandes	Autre (Précisez.)
10 ☐ des aliments pour moi-même 11 ☐ des aliments pour un ou plusieurs enfants (somme figurant dans la table) 12 ☐ des aliments pour un ou plusieurs enfants (somme autre que celle figurant dans la table) 13 ☐ le temps parental avec l'enfant ou les enfants 14 ☐ une ordonnance de ne pas faire de harcèlement 15 ☐ une indexation des aliments du conjoint 16 ☐ une déclaration de liens de filiation 17 ☐ une tutelle à l'égard des biens de l'enfant 18 ☐ des contacts avec l'enfant ou les enfants (l'autorisation du tribunal n'est pas nécessaire) 19 ☐ Déplacement illicite ou non-retour illicite en Ontario impliquant un pays hors du Canada signataire de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants 20 ☐ Déplacement illicite ou non-retour illicite en Ontario impliquant un pays hors du Canada qui n'est PAS signataire de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants	30 ☐ les dépens 31 ☐ l'annulation du mariage 32 ☐ les intérêts antérieurs au jugement 33 ☐ demandes liées à un arbitrage en droit de la famille	50 ☐

Donnez des précisions sur l'ordonnance que vous demandez au tribunal. (Indiquez les montants des aliments s'ils sont connus) et le nom des enfants pour lesquels vous demandez la responsabilité décisionnelle, le temps parental ou des contacts en l'espèce.)

FAITS IMPORTANTS À L'APPUI DE MES DEMANDES

(Sous forme de paragraphes numérotés, énoncez les faits qui constituent le fondement juridique de vos demandes. Joignez une page supplémentaire au besoin et numérotez-la.)

3. Il est également demandé que, lorsqu'un document contient des renseignements personnels (par exemple des adresses résidentielles, des revenus, des détails médicaux ou parentaux), des mesures soient prises pour limiter leur diffusion au public ou à des tiers non parties, sauf autorisation de la Cour ou exigence légale.

4. Il est demandé que soit accordé à la personne demandant des mesures de restriction d'accès (« order restricting access ») si nécessaire, pour assurer que l'intérêt de l'enfant issu du mariage ainsi que la sécurité des parties ne soient pas compromises.

Donnez une copie en français de tout document relatif au mariage au greffe.

Le 10 août 2024

Pour de plus amples renseignements sur les services offerts par le tribunal
ou pour connaître vos besoins liés à un handicap, composez :

Téléphone : 416-326-2220 / 1 800 518-7901 ATS : 416 326-4012 / 1 877 425-0575

